

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 23 DÉCEMBRE 1920.

Projet de loi concernant le tarif des taxes consulaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger a été mis en vigueur par la loi du 16 mars 1834 et modifié successivement par les lois des 22 octobre 1897, 20 juin 1910 et 24 août 1920.

Depuis le vote de cette dernière loi, qui a abrogé toutes les dispositions antérieures en la matière, une conférence a été tenue à Paris, sous les auspices de la Société des Nations, pour unifier, simplifier et, autant que possible, codifier la réglementation relative aux passeports dont les principaux pays estiment ne pouvoir encore envisager la suppression.

Le Gouvernement a pris connaissance des vœux émis par cette conférence notamment en ce qui concerne l'abaissement des taxes de visa : faisant usage de la faculté qui lui est conférée par l'article 2 de la loi du 24 août 1920, il a, par Arrêté royal, ramené à 4 franc or seulement la taxe de visa exigible des sujets étrangers pour le transit par la Belgique sans arrêt volontaire en territoire belge.

Pour se rallier au second vœu de la conférence (réduction de la taxe pour les visas, autres que le visa de transit, à 10 francs or), l'intervention des Chambres législatives est indispensable.

D'autre part, à la demande de certaines compagnies de transport, il a été jugé nécessaire de prévoir un visa de transit avec arrêt de deux jours dans le port d'embarquement : tenant compte de la durée extrêmement limitée du séjour dans le royaume des titulaires de pareils visas, le Gouvernement estime qu'il serait excessif d'exiger le paiement de la taxe de 10 francs or et le projet ci-joint prévoit pour cette catégorie une taxe réduite de 5 francs or seulement.

Il a paru, d'un autre côté, nécessaire de préciser ce qu'il faut entendre par « gens de mer » (tableau A, section III, n°s 25 et 27). Il est évident,

qu'en tout état de cause, les consuls doivent s'assurer de ce qu'ils sont en présence de marins voyageant réellement pour les besoins de leur profession; c'est pour ce motif que le projet ci-joint prévoit la production de leur engagement par les marins qui ne feraient pas partie effective de l'équipage d'un navire se trouvant dans la localité où le visa doit être délivré.

Le Gouvernement désire d'ailleurs conserver aux gens de mer étrangers le bénéfice de la gratuité du visa mais pour autant, bien entendu, que les gens de mer belges jouissent d'un traitement réciproque, ce qui n'est pas le cas dans certains pays : il va de soi qu'une réserve dans ce sens doit être inscrite dans le tarif ne fût-ce que pour permettre des négociations dans des conditions favorables.

De plus, comme le Gouvernement allemand, voulant exploiter à son profit le principe de la réciprocité inscrit dans la loi du 24 août 1920 (et reproduit au projet ci-joint), a établi un nouveau barème de taxes de visa qui permettrait à ses ressortissants de ne payer qu'une taxe minimale (37 fr. 50) pour venir se réinstaller définitivement en Belgique (peu de sujets belges vont s'établir en Allemagne) tandis que les nombreux sujets belges devant se rendre en Pologne, en Tchéco-Slovaquie, etc., en transit par l'Allemagne, et surtout les nombreux émigrants polonais, russes, tchéco-slovaques, etc., devant se rendre, pour embarquement à Anvers, en transit par l'Allemagne, auront à acquitter la taxe exorbitante de 75 francs (la taxe belge correspondante est, comme on l'a vu plus haut, 1 franc or seulement), le projet ci-joint prévoit le maintien des taxes existant au 30 novembre 1920 en ce qui concerne les ressortissants des pays qui n'adopteraient pas le barème maximum déterminé par la Conférence de Paris, notamment en ce qui concerne le transit.

La hausse nouvelle du franc or — conséquence de celle de certaines devises étrangères — a évidemment rendu très exagérée et, dès lors, presque inapplicable la taxe de 25 francs or prévue pour la délivrance d'un passeport aux sujets belges résidant à l'étranger.

Le projet ci-joint ramène cette taxe à 10 francs or; de plus, lorsque le programme élaboré par la Conférence de Paris aura reçu la sanction des principaux pays qui ont collaboré à son élaboration et que, d'autre part, la loi du 25 mars 1891 aura été modifiée de façon à porter au même taux la taxe exigible pour la délivrance du passeport en Belgique, la durée de la validité du titre de voyage belge sera fixée à deux années alors qu'elle est actuellement d'une année seulement.

L'expérience des premiers mois d'application du nouveau tarif des taxes consulaires a permis de constater que la part de 50 p. c. allouée aux consuls, non rétribués par le Département des Affaires Étrangères, après prélèvement par eux des quotités fixes prévues à l'article 4 de la loi du 24 août 1920, était beaucoup trop élevée et que dans les circonstances actuelles, son maintien permettrait à certains de ces agents de toucher des sommes hors de toute proportion avec le travail que leur occasionne la passation des divers actes de leur ministère : le projet ci-joint réduit cette part à 10 p. c. et

détermine au surplus les conditions dans lesquelles les quotités fixes devront être perçues.

Les modifications apportées à l'article 6 de la loi du 24 août 1920 ont uniquement pour but d'en rendre le texte plus explicite et de confirmer le fait que les droits faisant l'objet des sections II et III du tableau B échappent à la règle suivant laquelle les taxes consulaires sont exprimées en francs *or*.

Enfin, il a paru indispensable, en raison des fluctuations actuellement considérables du franc *or*, de mettre, pendant une certaine période, le Gouvernement à même de modifier — sans devoir, dans chaque cas, consulter le pouvoir législatif — le taux des taxes consulaires, pour éviter une hausse brusque et trop importante de ces taxes : il est rappelé à ce sujet qu'à l'époque où la loi du 24 août 1920 a été préparée, le cours du franc *or* était 2 francs *papier*, tandis qu'actuellement il est en voie de dépasser 3 francs *papier*.

La loi du 28 juillet 1849 a autorisé le Gouvernement à régler, par arrêtés royaux, les droits de chancellerie à percevoir, soit au Département des Affaires Étrangères, soit dans les Légations belges, pour visa de passeports et légalisations de pièces accordées à des étrangers.

La disposition prévue au projet ci-joint étendrait cette autorisation aux taxes consulaires et permettrait, au surplus, d'en faire éventuellement bénéficier les sujets belges, car il resterait bien entendu que les réajustements envisagés ne pourraient jamais avoir pour effet d'établir des taxes supérieures, en franc *papier*, à celles qui résultent de la conversion des taxes prévues à la loi du 24 août 1920 et au projet ci-joint, sur la base actuellement utilisée, du cours de 2 francs 50 papier pour 1 franc *or*.

Les considérations qui précèdent me semblent suffisantes pour justifier les propositions qui vous sont soumises. Aussi le Gouvernement a-t-il la confiance que vous voudrez bien les adopter.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 DECEMBER 1920.

Wetsontwerp

betreffende het tarief der consulaire rechten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het tarief der rechten te heffen door de Consuls van België in het buitenland werd in werking gebracht door de wet van 16 Maart 1854 en achtereenvolgens gewijzigd door de wetten van 22 Oktober 1897, 20 Juni 1910 en 24 Augustus 1920.

Sédert de aanneming dezer laatste wet, waarbij alle vooraangaande beschikkingen in deze zaak werden afgeschaft, werd te Parijs eene Conferentie gehouden, onder de bescherming van den Volkerenbond, om de reglementering betreffende de paspoorten, waarvan de voornaamste landen meenen de afschaffing nog niet in overweging te kunnen nemen, één te maken, te vereenvoudigen en, zooveel mogelijk, te codificeeren.

De Regeering heeft kennis genomen van de door deze Conferentie uitgedrakte wenschen inzonderheid wat betreft het verlagen der rechten voor visa's : gebruik makende van het recht dat haar verleend wordt door artikel 2 der wet van 24 Augustus 1920, heeft zij, bij koninklijk besluit, het recht voor een visa eischbaar van vreemde onderhoorigen, die door België reizen zonder vrijwillig oponthoud op Belgisch grondgebied, teruggebracht op slechts 1 frank goud.

Om zich aan te sluiten bij den tweeden wensch der Conferentie (vermindering van het recht voor andere visas dan het doorreisvisa op 10 frank goud) is de tusschenkomst der Wetgevende Kamers onmisbaar.

Op verzoek van zekere vervoermaatschappijen werd het anderzijds noodig geoordeeld een doorreisvisa te voorzien met oponthoud van twee dagen in de haven van inscheeping : rekening houdend met den uiterst beperkten duur van het verblijf in het Koninkrijk der houders van dergelijke visa's, is de Regeering van meening dat het overdreven zou zijn de betaling te eischen

van het recht van 10 frank *goud* en voorziet het hierbijgevoegde ontwerp voor deze categorie een verminderd recht van slechts 5 frank *goud*.

Aan den anderen kant is het noodig gebleken nader te bepalen wat men moet verstaan onder « zeelieden » (Tabel A, Afdeeling III, n^o 25 en 27). Het is klaarblijkelijk dat, hoe het ook moge zijn, de consuls zich er van moeten vergewissen, dat zij te doen hebben met zeelieden, die werkelijk voor hun beroep reizen : het is om deze reden dat het hierbijgevoegde ontwerp de overlegging voorziet hunner verbintenis door de zeelieden die niet werkelijk deel zouden uitmaken van de bemanning van een schip, dat zich bevindt in de localiteit waar het visa moet afgeleverd worden.

De Regeering wenscht trouwens voor de vreemde zeelieden het voordeel der kosteloosheid van het visa te behouden, maar wel te verstaan voor zoover de Belgische zeelieden eene wederkeerige behandeling genieten, wat niet het geval is in zekere landen : het spreekt van zelf dat een voorbehoud in dien zin in het tarief zal moeten worden opgenomen, al was het maar alleen om onderhandelingen in gunstige omstandigheden toe te laten.

Daarenboven, aangezien de Deutsche Regeering met de bedoeling te haren gunste partij te trekken van het beginsel der wederkeerigheid, opgenomen in de wet van 24 Augustus 1920 (en overgenomen in bijgaand ontwerp), een nieuw barema van rechten voor visa's heeft vastgesteld, dat zijne onderhoorigen in de gelegenheid zou stellen slechts een gering recht (37 fr. 50) te betalen om zich voor goed in België terug te komen vestigen (weinig Belgische onderhoorigen gaan zich in Duitschland vestigen), terwijl de talrijke Belgische onderhoorigen die zich naar Polen, Tsjecho-Slowakije, enz., moeten begeven, met doorreis door Duitschland, en vooral de talrijke Poolsche, Russische, Tsjecho-Slowaksche en andere landverhuizers, die door Duitschland moeten reizen om zich te Antwerpen in te schepen het overdreven recht van 75 frank zullen moeten betalen (het overeenkomend Belgisch recht bedraagt slechts 1 frank *goud* zooals hierboven blijkt), voorziet het hierbij gevoegd ontwerp de handhaving der rechten bestaande op 30 November 1920 wat de onderhoorigen betreft van landen die het maximum-barema, vastgesteld door de Conferentie van Parijs, niet zouden aannemen, inzonderheid wat de doorreis betreft.

De nieuwe stijging van den frank *goud*, als gevolg van die van zekere vreemde waarden, heeft natuurlijk het recht van 25 frank *goud*, voorzien voor de afgifte van een paspoort aan in den vreemde verblijvende Belgische onderdanen zeer overdreven en dus bijna niet toepasselijk gemaakt.

Het hierbijgevoegde ontwerp brengt dit recht op 10 frank *goud* terug; bovendien wanneer het programma uitgewerkt door de Conferentie van Parijs bekrachtigd zal zijn door de voornaamste landen, die aan de uitwerking er van hebben deel genomen, en wanneer anderzijds de wet van 25 Maart 1891 in dien zin veranderd zal zijn dat het recht te innen voor de afgifte van paspoorten in België op eene zelfde hoogte zal gebracht zijn, zal de duur der geldigheid van den Belgischen reistitel op twee jaar worden vastgesteld, terwijl deze thans slechts een jaar bedraagt.

De ondervinding opgedaan gedurende de eerste maanden der toepassing

van het nieuwe tarief der consulaire rechten heeft toegelaten vast te stellen, dat het deel van 50 t. h., toegestaan aan de niet door het Departement van Buitenlandsche Zaken bezoldigde consuls, na afhouding door hen der vaste bedragen voorzien in artikel 4 der wet van 24 Augustus 1920, veel te hoog is en dat in de tegenwoordige omstandigheden, zijne handhaving sommige dezer agenten in de gelegenheid zou stellen bedragen te ontvangen die buiten alle verhouding staan met het werk dat hun het verlijden der verschillende akten van hun ambt veroorzaakt; het hierbijgaande ontwerp vermindert dit aandeel tot op 10 t. h. en bepaalt verder de voorwaarden waaronder de vaste bedragen geïnd zullen moeten worden.

De wijzigingen aan artikel 6 der wet van 24 Augustus 1920 toegebracht hebben enkel voor doel er den tekst duidelijker van te maken en het feit te bevestigen dat de rechten, die het voorwerp uitmaken der afdeelingen II en III van tabel B ontvallen aan den regel volgens welken de consulaire rechten uitgedrukt zijn in franken *goud*.

Eindelijk is het noodzakelijk gebleken wegens de thans groote veranderlijkheid van den frank *goud*, gedurende een zeker tijdperk de Regeering in staat te stellen, zonder voor elk geval de Wetgevende Macht te moeten raadplegen, de hoogte der consulaire rechten te wijzigen, om eene plotselinge en te groote stijging dezer rechten te voorkomen: er wordt te dien opzichte in herinnering gebracht dat op het oogenblik waarop de wet van 24 Augustus 1920 werd voorbereid de koers van den frank *goud* twee frank *papier* was, terwijl hij thans bezig is de drie frank *papier* te overschrijden.

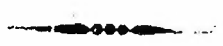
De wet van 28 Juli 1849 heeft de Regeering gemachtigd bij koninklijke besluiten de kanselarijrechten te regelen, te heffen hetzij bij het Departement van Buitenlandsche Zaken hetzij door de Belgische Gezantschappen voor het visa van paspoorten en voor echtverklaringen van aan vreemdelingen afgeleverde stukken.

De bepaling voorzien in het hierbijgevoegde wetsontwerp zou deze machtiging uitbreiden over de consulaire rechten en bovendien toelaten er in voorkomend geval de Belgische onderdanen de voordeelen van te doen genieten, want het zou natuurlijk wel verstaan blijven dat de voorgenomen aanpassingen nooit voor gevolg zouden mogen hebben hogere rechten vast te stellen in franken *papier*, dan die welke voortvloeien uit de omzetting der rechten voorzien in de wet van 24 Augustus 1920 en in het hierbijgevoegde ontwerp, op den thans angewenden grondslag van den wisselkoers van 2 frank 50 papier voor 1 frank *goud*.

De voorafgaande overwegingen schijnen mij voldoende te zijn om de u voorgelegde voorstellen te rechtvaardigen. Ook vertrouwt de Regeering dat gij ze zult aannemen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

H. JASPAR.



PROJET DE LOI

concernant le tarif des taxes consulaires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit ;

ARTICLE PREMIER.

Le texte de l'article 4 de la loi du 24 août 1920 concernant le tarif des taxes consulaires est remplacé par les dispositions ci-après :

« Les taxes prévues au tableau A »
« sont acquises dans leur intégralité aux consuls non rétribués »
« jusqu'à concurrence des sommes »
« suivantes :

» 4,000 francs or par an s'il s'agit d'une agence consulaire ;

» 6,000 francs or par an s'il s'agit d'un vice-consulat ;

» 8,000 francs or par an s'il s'agit d'un consulat.

» Il est attribué au Trésor 90 p.c.

WETSONTWERP

betreffende het tarief der consulaire rechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken wordt gelast aan de wetgevende Kamers in Onzen Naam het wetsontwerp voor te stellen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

De tekst van artikel 4 der wet van 24 Augustus 1920 betreffende het tarief der consulaire rechten wordt door de volgende beschikkingen vervangen :

« De rechten in tabel A voorzien »
« komen in hun geheel toe aan de »
« onbezoldigde consuls tot het bedrag der volgende sommen :

» 4,000 frank goud per jaar indien het een consulair agentschap »
» geldt ;

» 6,000 frank goud per jaar indien het een vice-consulaat geldt ;

» 8,000 frank goud per jaar indien het een consulaat geldt.

» Aan de schatkist wordt 90 t. h.

» de l'excédent constaté après pré-
 » lèvement des quotités fixes indi-
 » quées ci-dessus.

» Les prélèvements que les con-
 » suls auraient opérés sur le dit ex-
 » cédent, depuis le 1^{er} janvier 1821,
 » à raison de 50 p. c., par applica-
 » tion de la loi du 24 août 1920,
 » jusqu'au jour de la mise en vi-
 » gueur de la présente loi seront res-
 » titués au Trésor, à concurrence de
 » la proportion déterminée dans le
 » paragraphe qui précède.

» En cas de changement de titu-
 » laire en cours d'exercice le calcul
 » de la part revenant à chacun des
 » agents en cause sur la quotité fixe
 » afférente au poste envisagé, sera
 » effectué d'après ce barème et au
 » prorata de la durée des fonctions
 » de chacun des intéressés.

» Les recettes destinées à former
 » les quotités fixes de 4,000, 6,000
 » ou 8,000 francs *or*, indiquées ci-
 » dessus sont versées en banque à
 » un compte spécial, sur lequel
 » l'agent en cause est autorisé à pré-
 » lever à la fin de chaque trimestre,
 » le montant lui revenant pour la
 » période écoulée.

ART. 2.

Le texte de l'article 6 de la loi du
 24 août 1920 précitée est rem-
 placé par les dispositions ci-après :

» Les taxes indiquées au tarif ci-
 » annexé sont exprimées en francs
 » *or* mais elles doivent obligatoirement être perçues en monnaie

» van het vastgestelde overschot
 » verleend na afhouding der hier-
 » boven aangeduide vaste bedragen.

» De bedragen welke de consuls
 » van gezegd overschot zouden afge-
 » houden hebben sedert den 1^{en} Ja-
 » nuari 1921, tegen 50 t. h., bij toc-
 » passing der wet van 24 Augustus
 » 1920, tot op den dag van het in
 » werking treden van onderhavige
 » wet zullen terug in de schatkist
 » gestort worden, tot het bedrag
 » der verhouding in voorafgaande
 » paragraaf vastgesteld.

» In geval van vervanging van een
 » titularis gedurende den loop der
 » uitoefening van zijn ambt zal het
 » deel dat aan elk der betrokken
 » agenten toekomt op het vaste be-
 » drag aan den bedoelden post ver-
 » bonden, berekend worden volgens
 » het barema en naar rato van den
 » duur van den dienst van elken be-
 » langhebbende.

» De inkomsten die bestemd zijn
 » om de hierboven vermelde vaste
 » bedragen van 4,000, 6,000 en
 » 8,000 frank *goud* uit te maken,
 » worden in eene Bank op eene af-
 » zonderlijke rekening gestort, waar-
 » van de betrokken agent op het
 » einde van elken trimester, het hem
 » toekomende bedrag voor het afge-
 » loopen tijdperk kan afnemen ».

ART. 2.

De tekst van artikel 6 der hier-
 boven aangehaalde wet van 24 Au-
 gustus 1920 wordt vervangen door
 de hiernavolgende bepalingen :

» De in het hierbij gevoegde
 » tarief aangegeven rechten zijn
 » uitgedrukt in franken *goud*, maar
 » zij moeten verplichtenderwijze

» légale du lieu de la perception.
 » Le cours du franc or en franc
 » papier est fixé périodiquement
 » par le Département des Finances.

» Le cours de la monnaie légale
 » du lieu de perception est fixé
 » mensuellement par le Départe-
 » ment des Affaires Étrangères ou
 » par l'agent du service extérieur
 » auquel il délègue ses pouvoirs à
 » cet effet.

» Toutefois, les taxes faisant
 » l'objet des sections II et III du
 » tableau B sont exprimées en
 » franc papier et doivent être per-
 » çues comme telles après, bien
 » entendu, transformation en mon-
 » naie légale du lieu de percep-
 » tion. »

ART. 3.

Le taux des taxes inscrites au
 tarif établi par la loi du 24 août
 1920 pourra, pendant une période
 de cinq années, être modifiée par
 des arrêtés royaux pris sur la
 proposition du Ministère des Affaires
 Étrangères.

ART. 4.

Les numéros 24 à 27 du tableau A
 section III du tarif des droits annexé
 à la loi du 24 août 1920 prérappelée
 sont remplacés par les dispositions
 ci-après :

24. Passeports ordinaires, par
 acte. 10 francs.

25. Passeports à des gens de
 mer faisant partie de l'équipage d'un

» geïnd worden in de wettige munt
 » van de plaats der heffing.

» De koers van den frank *goud*
 » in frank papier wordt op ge-
 » regelde tijden door het Departe-
 » ment van Financiën vastgesteld.

» De koers van de wettige munt
 » van de plaats der heffing wordt
 » elke maand vastgesteld door het
 » Departement van Buitenlandsche
 » Zaken of door den agent van den
 » Buitenlandschen Dienst waaraan
 » gezegd departement te dien einde
 » volmacht geeft.

» Echter zijn de rechten die hêt
 » voorwerp uitmaken der afdeelin-
 » gen II en III van tabel B uitge-
 » drukt in frank papier en moeten
 » als zoodanig geheven worden, na,
 » wel te verstaan, omgezet te zijn
 » in de wettige munt van de plaats
 » der heffing.

ART. 3.

De voet der rechten ingeschreven
 in het tarief vastgesteld door de wet
 van 24 Augustus 1920 zal, ge-
 durende een tijdperk van vijf jaar,
 door koninklijke besluiten genomen
 op voorstel van het Ministerie van
 Buitenlandsche Zaken gewijzigd
 kunnen worden.

ART. 4.

De nummers 24 tot 27 van
 tabel A, Afdeeling III van het tarief
 der rechten gevoegd bij de hier-
 boven aangehaalde wet van 24 Au-
 gustus 1920 zijn vervangen door de
 hiernavolgende beschikkingen :

24. Gewone paspoorten, per
 akte. 10 frank.

25. Paspoorten voor zeelieden,
 die deel uitmaken van de beman-

navire belge ou à des gens de mer belges munis d'un engagement régulier, par acte gratis.

26. a) Visa d'un passeport belge valable pendant toute la durée de la validité du passeport et pour un nombre illimité de déplacements entre le pays de la résidence de l'intéressé et le pays pour lequel le visa a été délivré (la Belgique exceptée) par acte . . . 5 francs.

b) Visa d'un passeport étranger pour le transit par la Belgique, sans arrêt volontaire en territoire belge par visa 1 franc.

Les personnes munies d'un visa de transit seulement et qui interrompent volontairement ce transit pour séjourner en territoire belge, sont tenues d'acquitter une taxe double de celle qui aurait été exigée par l'agent consulaire compétent pour le séjour effectué en Belgique.

c) Visa d'un passeport étranger pour le transit par la Belgique avec faculté d'arrêt de deux jours dans le port d'embarquement par visa. 5 francs.

d) Tous autres visas d'un passeport étranger par visa.
. Taxe de réciprocité
minimum 10 francs.

27. Visa de passeports pour gens de mer :

a) Faisant partie de l'équipage d'un navire se rendant dans un port belge par visa Gratis.

b) Munis d'un engagement régulier établissant qu'ils doivent venir

ning van een Belgisch schip of voor Belgische zeelieden voorzien van een regelmatige verbintenis, per akte kosteloos.

26. a) Visa van een Belgisch paspoort, geldig tijdens den ganschen duur der geldigheid van het paspoort en voor een onbeperkt getal reizen tusschen het land waar de belanghebbende verblijft en het land waarvoor het visa gegeven is (België uitgezonderd), per akte. 5 frank.

b) Visa van een vreemd paspoort voor de reis door België zonder vrijwillig oponthoud op Belgisch grondgebied, per visa. . . 1 frank.

De personen enkel van een doorreisvisa voorzien die vrijwillig deze doorreis onderbreken om op Belgisch grondgebied te verblijven, zijn gehouden een recht te betalen waarvan het bedrag dubbel is van datgene welk geëischt zou geweest zijn door den bevoegden consulaire agent voor het verblijf in België.

c) Visa van een vreemd paspoort voor de doorreis door België met toelating van twee dagen oponthoud in de haven van inscheeping, per visa 5 frank.

d) Alle andere visas's van een vreemd paspoort, per visa . . .
. Wederkeurig recht
minimum 10 frank.

27. Visa van paspoorten voor zeelieden :

a) Welke deel uitmaken van de bemanning van een schip dat zich naar eene Belgische haven begeeft, per visa kosteloos.

b) Voorzien van een regelmatige verbintenis, waaruit blijkt dat zij

s'embarquer dans un port belge
par visa
. Taxe de réciprocité,
comportant éventuel-
lement la gratuité.

ART. 5.

Les taxes pour visa de passeports
pourront être maintenues aux taux
en vigueur au 30 novembre 1920
en ce qui concerne les ressortissants
de pays qui n'adopteraient pas les
conditions et le barème maximum
déterminés par la Conférence tenue
à Paris en octobre 1920 sous les
auspices de la Société des Nations,
ou qui maintiendraient pour le visa
en transit une taxe supérieure à
celle prévue ci-dessus.

Donné à Bruxelles, le 23 décem-
bre 1920.

zich in eene Belgische haven moeten
komen inschepen, per visa
. Wederkeerig recht
in voorkomend geval
de kosteloosheid om-
vattend.

ART. 5.

De rechten voor het visa van pas-
poorten zullen vastgesteld kunnen
blijven op den voet van kracht op
30 November 1920 wat betreft de
onderhoorigen van landen, die de
voorwaarden en het maximum-
barema vastgesteld door de Confe-
rentie gehouden te Parijs in Okto-
ber 1920, onder de bescherming
van den Volkerenbond, niet zouden
aannemen, of die voor het doorreis-
visa een hooger recht zouden hand-
haven dan dat welk hierboven voor-
zien is.

Gegeven te Brussel, den 23^{sten} De-
cember 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

Van's Konings wege :
*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

